

406 Cf. Ndzana Seme, 10 mars 2007, Op. Cit. ; Junior Étienne Lantier, « Paul Biya : une mine de bauxite », *Les Dossiers et Documents de Germinal*, N° 1, août-septembre 2008. Pour ce dernier, visiblement un pseudonyme, l'affaire semble entendue : « *l'entreprise Hydromine n'est rien d'autre qu'une boîte aux lettres, dont le gouvernement camerounais se sert pour attribuer l'exploitation exclusive de la bauxite camerounaise à Paul Biya et sa descendance* ».

407 APANEWS, 1^{er} janvier 2008, « L'archevêque de Douala demande aux gouvernants camerounais de rapatrier l'argent volé. »

du 13 janvier 2006, le gouvernement camerounais cède l'exclusivité de l'exploitation de la bauxite à la société Hydromine Inc., enregistrée dans le Delaware, qui n'a pourtant aucune expertise dans l'exploitation minière. Certains journalistes en concluent que Peter Brigger, le président d'Hydromine, par ailleurs spécialisé dans la location d'appartements de luxe en Suisse, serait le gérant occulte de la fortune du président camerounais⁴⁰⁶.

Malgré les soupçons persistants autour du chef de l'État camerounais, le soutien du gouvernement français à Paul Biya ne se dément pas depuis 1982. Depuis les années 1950, où il militait avec le Dr Aujoulat contre les indépendantistes camerounais, l'attachement de Paul Biya à l'Hexagone ne s'est apparemment pas estompé. Sous sa férule, le Cameroun reste en effet pour l'État et les entreprises françaises un marché et un point d'ancrage déterminants en Afrique centrale. La population camerounaise, elle, enrage de ne pas bénéficier davantage des richesses phénoménales qui l'entourent. Chaque année, lors de la messe du Nouvel an, l'archevêque de Douala, Christian Tumi, se fait l'écho de cette exaspération, exhortant les gouvernants camerounais à « *remettre l'argent volé dans les caisses de l'État* »⁴⁰⁷.



408 Agence France Presse, 7 octobre 2008, « Guatemala : l'ex-président Portillo laissé en liberté sous caution ».

409 Transparency International, 2004, *Rapport global sur la corruption*.

Sur un autre continent, de 2000 à 2003, le président guatémaltèque **Alfonso Portillo** aurait détourné, avec son vice-président Reyes, 600 millions \$ détenus dans 13 comptes bancaires. Il avait créé 4 sociétés écrans au Panama. Il aurait aussi reçu du gouvernement taïwanais 1,5 million de dollars de pots-de-vin. En octobre 2006, la justice du Mexique, où il est réfugié depuis 2004, a donné son accord pour son extradition vers le Guatemala. Ce n'est qu'en octobre 2008 que l'ancien président rejoindra le Guatemala. Il a été depuis laissé en liberté sous caution.⁴⁰⁸ Les juges s'occupant de l'affaire ont reçu nombre de menaces conduisant à leurs démissions.⁴⁰⁹





Nicaragua

ARNOLDO ALEMAN ET FAMILLE SOMOZA

ARNOLDO ALEMAN, président du Nicaragua de 1997 à 2002, aurait détourné, selon *Transparency International*, plus de 100 millions \$ de fonds publics pour financer sa campagne et s'enrichir. Il aurait notamment obtenu des pots-de-vin d'une entreprise mexicaine. Il a été condamné en 2003 à 20 ans de prison ferme, dans son pays, avec 13 autres personnes, pour détournements de fonds publics. Cet ancien allié des États-Unis pensait échapper à la justice en fuyant au Panama, mais la justice panaméenne, qui le poursuivait pour blanchiment d'argent, a lancé à son tour un mandat d'arrêt international contre lui le 11 août 2006, car il ne s'était pas présenté devant elle en mai 2006. Longtemps assigné à résidence, il a été remis en liberté le 16 janvier 2009 suite à l'annulation de sa condamnation par la Cour suprême du Nicaragua.

Par ailleurs, les États-Unis ont saisi et restitué 2,7 millions de dollars au Nicaragua liés à la conduite jugée criminelle de l'ancien ministre des Douanes et des Impôts, Byron Jerez⁴¹⁰.

Le Nicaragua avait déjà eu à faire avec des régimes politiques corrompus. 20 ans avant, en 1979, les Sandinistes mettaient fin à 40 ans de dictature (1936-1979) des **Somoza**. En 1972, ce dernier détournait au profit de sa famille l'aide internationale destinée aux victimes du tremblement de terre au Nicaragua. Somoza était allié des Américains. Franklin Delano Roosevelt, président des États-Unis, avait dit de lui : « *he's a son of a bitch, but at least he's our son of a bitch.* »⁴¹¹ Somoza, qui avait débuté avec un salaire de 700 \$ à la tête de l'armée nationale, accumula pendant 40 années une fortune énorme et prit possession de 60 % de l'économie du pays. Une partie des biens de la famille Somoza fut saisie lors de la Révolution sandiniste en 1979. En 1997, la famille Somoza tenta de récupérer ces biens avec l'arrivée d'Aleman au pouvoir.

410 Information communiquée aux auteurs par la Banque mondiale et confirmée dans le bilan des efforts anti-corruption du G8 publié en juillet 2008.

411 Traduction littérale : « C'est un fils de pute, mais au moins c'est le nôtre ».